La projection de la qualité institutionnelle à travers un survol de la politique économique algérienne

Pour régulariser les fluctuations de l'activité économique, l'Etat interviens par des politiques économiques conjoncturelles et structurelles comme synthétisé dans la figure n°34. Une politique conjoncturelle (budgétaire, monétaire, de change…) est l'ensemble des actions de l'Etat conduisant à modifier à court-terme la tournure de l'économie. Le but est de soutenir les principaux équilibres du carré magique : croissance, maitrise de l'inflation, du chômage et du solde extérieur. Cependant, les politiques structurelles ont un impact à long terme. Sensées modifier intensément les structures économiques, elles sont souvent caractérisées par le secteur ou la sphère sur lesquelles elles portent (éducation, recherche et développement, privatisation…).

[47]A.Mebtoul ; La corruption, une menace pour la sécurité nationale ; Avril 2019.
https://www.maghrebemergent.info/la-corruption-une-menace-pour-la-securite-nationale/

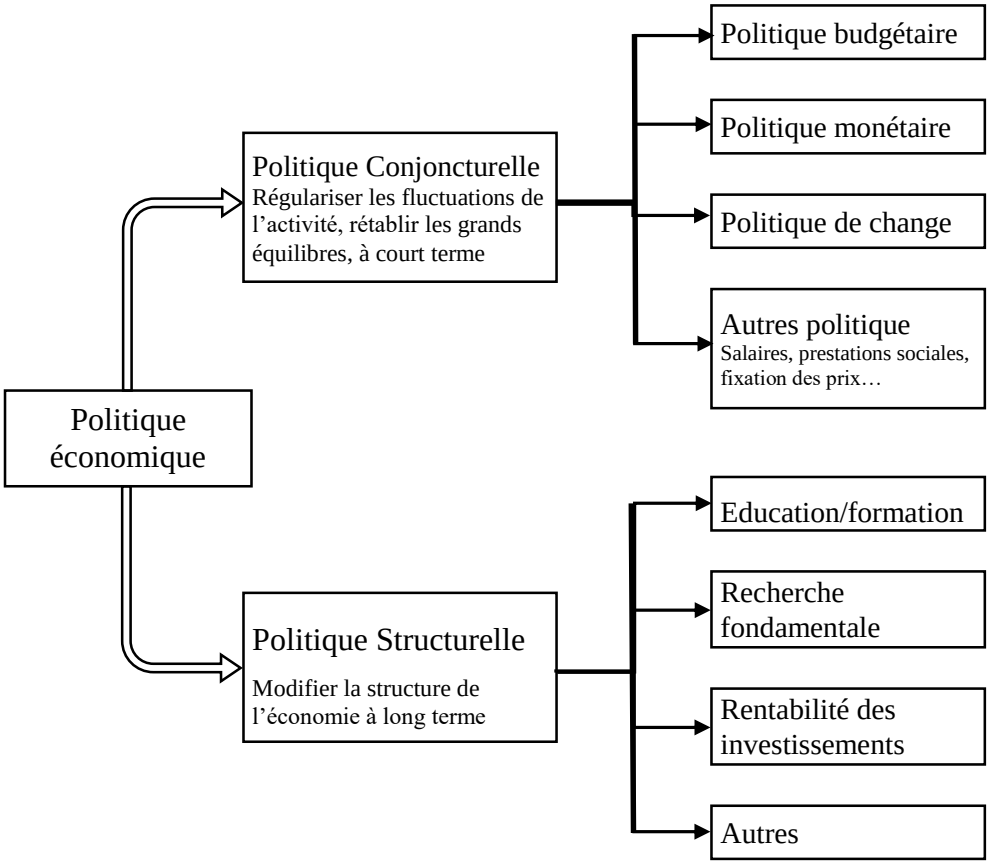

Figure n° 34 : Typologie des politiques économiques
Source : Établi par l'auteur selon le paragraphe ci-dessus

Ainsi, dans cette partie on va essayer de faire le tour des différentes politiques économique, budgétaire, monétaire et de change… en Algérie. Nous nous sommes appuyés sur des statistiques recueillies auprès d'institutions internationales : le FMI, BM, BAD et nationale : l'office national des statistiques(ONS), Banque d'Algérie. Cependant, du fait de cette disparité des ressources, les données ne suivront pas forcément la même succession dans le temps.

Il faut dire qu'après plus de 50 ans, l'Algérie a réalisé certains progrès. Concernant l'éducation, accéder à l'école primaire représentait moins de 85% en 1980, alors qu'il est à plus de 97% depuis2011. Le revenu par habitant a plus que doublé en 50 ans, de même pour la consommation des ménages et les chiffres de pauvreté ont diminué. Cependant, en comparant l'Algérie, avec des pays similaires (mêmes conditions, voire avec de plus inconvenants, pays à revenu intermédiaire) il y a 50 ans, deux paradoxes s'affirment. Tout d'abord, avec une rente colossale, notre économie n'a pas réalisé le cheminement du développement qu'il aurait pu saisir par rapport à ces capacités. Effectivement et pendant la même période, la Corée a atteint un revenu par habitant amplifier par 16, la Malaisie par 5 et la Turquie par plus de 3. S'agissant du deuxième paradoxe, dans toutes les sphères, que ce soit l'économie, l'éducation, la santé, ou la gouvernance publique, l'Algérie est à la

traîne par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire. Le domaine de l'éducation endure la faible qualité et l'inefficacité. A titre d'illustration le coût d'un diplômé est estimé à plus de 500% du PIB par habitant, bien qu'il ne soit que de 200% en Tunisie et 180% en Egypte. Dans le cadre des TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study), enquête internationale sur les acquis scolaires, organisée par l' IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) et qui porte sur les mathématiques et les sciences, en 2007, les performances des élèves algériens ont été maigres : en mathématiques par exemple, seuls 7% des élèves de 2ème année moyenne atteignent le niveau III, contre 21% des élèves tunisiens, 21% des élèves égyptiens, et 19% des élèves indonésiens. Concernant l'économie, l'indicateur le plus révélateur est la part très faible de l'industrie dans le PIB (ne dépasse pas 6%), bien que ce taux varie entre 25% et 35 % dans les pays émergeants en plein croissance. Finalement, concernant la gouvernance publique, on est les trainards des classements internationaux, comparé avec des pays à même revenus, observant différents indicateurs (2010) : transparence budgétaire (dernier sur 100), Etat de droit (73ème sur 100), efficacité de l'Etat (66ème sur 100), lutte contre la corruption (score de 2,9 sur 10), qualité de la régulation publique (89ème sur 100), etc.[48].

Pourtant les programmes de développement en Algérie ont nécessité des fonds considérables, cependant, la pression politique ayant un poids majeur et la rente ont servi, notre conjoncture marquée par la dépendance envers les hydrocarbures et les importations des biens de première nécessité et de matières premières et un très faible retour sur investissement. Ainsi, Algérie n'a pas pu saisir le développement et la croissance continue. Sa politique, ses méthodes et ses institutions l'ont privé d'accumulé les exigences qui fixent le pays sur le chemin d'un pays émergent.

2.1. Investissements publics, Croissance et poids des secteurs : des paradoxes

La figure n°35 synthétise le rapport entre les investissements publics et la croissance, car avec des investissements ciblés, les pouvoirs publics réalisent des externalités positives. Les dépenses d'éducation et de R&D par exemple améliorent la qualité des facteurs de production ainsi que leurs productivités et favorisent également le progrès technique. Ce dernier va booster les secteurs en difficultés (avec de nouveaux procédés de productions et de gestions) et par conséquent, absorber le chômage.

[48] Rapport NABNI, Janvier 2013, cinquantenaire de l'indépendance : enseignements et vision pour l'Algérie de 2020

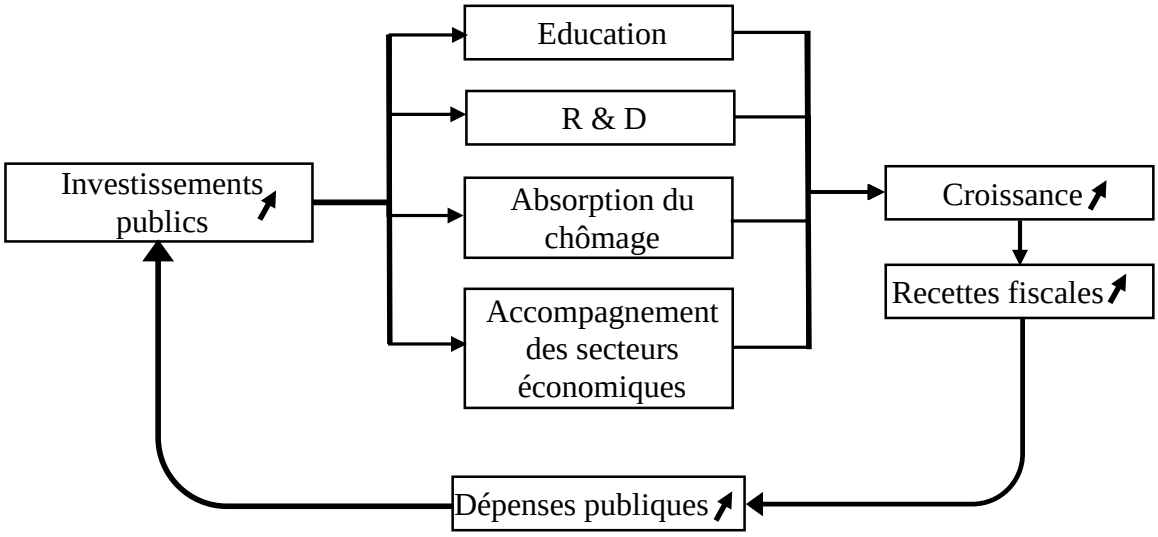

Figure n° 35 : L'effet des investissements publics sur la croissance
Source : Etablie par l'auteur

L'exploration de la croissance économique algérienne sur le long terme, dévoile quelques propriétés spécifiques. D'un côté, la croissance économique constatée durant ce terme n'était pas à la hauteur des montants colossaux des investissements entrepris. D'un autre côté, l'implication de la R&D (à l'instar des pays émergents) reste faible pour qu'elle puisse booster la croissance hors hydrocarbure et rendre ces investissements plus efficaces.

2.1.1. Les programmes d'investissements publics : montants colossaux mais faible résultats

Engagés depuis le début des années 2001 par l'Etat algérien, les plans d'investissements publics étaient nécessaires. Le retour de l'Etat sur la scène économique et sociale était dicté par l'état de l'économie algérienne au lendemain de la décennie 90, marquée par une croissance quasi- nulle et la dégradation des conditions de vie de la population (important retard accusé en matière d'infrastructures de base et un déficit chronique de services publics). Ainsi l'initiative publique n'est nullement contestée, au contraire, l'Etat se devait de procéder à des investissements publics et d'accompagner un secteur privé naissant, en lui créant un environnement favorable qui devait lui permettre d'évoluer. Profitant d'une conjoncture pétrolière favorable, des montants faramineux ont été mobilisés pour ces programmes. Les cibles visées étant d'équiper le pays d'infrastructures de base, d'optimiser les services publics, les conditions de vie de la population et de soutenir une économie de production diversifiée.

Ainsi, les programmes de relance économique ont engagé plus de 530 milliards de dollars entre 2000 et 2017. Préciser dans le plan d'action du gouvernement[49], dont les chiffres sont présentés dans le tableau n°09, les investissements publics ont mobilisé le montant de 531, 8 milliards de dollars depuis 2000. Ce plan souligne que le programme de soutien à la relance économique(PSRE) 2001-2004 a engrangé pas moins de 7 milliards de dollars. Le programme complémentaire de soutien à la croissance(PCSC) 2005-2009 a coûté 193,8 milliards de dollars, alors que le programme quinquennal de développement 2010-2014 a nécessité 266,7 milliards de dollars. Aussi les budgets d'équipement ont égalé 64,3 milliards de dollars entre 2015 et 2017, accompagné d'une diminution dès 2016 des revenus, année dont le budget d'équipement a été divisée par deux. Ce document motionne également que les budgets de fonctionnement (2000 2017) ont collecté près de 650 milliards de dollars.

Tableau n°09 : Montants des programmes de relance économique (milliards de dollars)
Source : Plan d'action du gouvernement 2017;
http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/plans-d-actions/plan-d-action-du-gouvernement-2017-fr.pdf

	Montant
Programme de soutien à la relance économique (2001-2004) PSRE	07
Programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009) PCSC	193,8
Programme quinquennal de développement (2010-2014)	266,7
Total des budgets d'équipement (2015-2017)	64,3
▪ 2015	34,4
▪ 2016	17,3
▪ 2017	12,6
Total des programmes (2001-2017)	531,8
Total des budgets fonctionnement (2000-2017)	649,9

Malheureusement, ces montants colossaux ont engendré des résultats modestes et ont eu peu d'impacts sur la sphère économique, mais ils ont contribué entre autres, a un bondissement de la facture à l'importation (tableau n°10).

Tableau n°10 : Montants des importations en milliard de dollars, période (2000-2016)
Source : Plan d'action du gouvernement 2017;
http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/plans-d-actions/plan-d-action-du-gouvernement-2017-fr.pdf

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
2000	9,173	2005	20,357	2010	40,473	2015	51,702
2001	9,940	2006	21,456	2011	47,247	2016	47,089
2002	12,009	2007	27,631	2012	50,376		
2003	13,534	2008	39,479	2013	55,028		
2004	18,308	2009	39,294	2014	58,580	Total	561,67

Conformément aux donnés de ce plan, l'Algérie a importé l'équivalent de 562 milliards de dollars entre 2000 et 2016. Le montant de l'import a bondi d'un peu plus de 9

[49]PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT, http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/plans-d-actions/plan-d-action-du-gouvernement-2017-fr.pdf

milliards de dollars en 2000 à 47 milliards de dollars en 2016, passant par un pic inquiétant franchissant les 58 milliards de dollars d'importations en 2014. Des montants qui bien que troublants, il ne s'agit que de l'importation des biens et des marchandises. Cependant, ce plan gouvernemental ne donne aucune information sur le montant des services importés dont le chiffre prend part dans l'ampleur du déficit de la balance des paiements ces dernières années. Ce constat peut être expliqué par les énormes difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre par l'administration et les organismes de mise en œuvre, ce qui révèle les carences de la gestion publique et nous interpelle sur les efforts qui restent à faire dans le domaine de la gouvernance et la modernisation du cadre de la gestion publique.

2.1.2. La structure du PIB : loin de booster une croissance durable

En 2016, le PIB persistait soutenue par la croissance du secteur des hydrocarbures en dépit du recul conséquent de celle de la demande intérieure brute. La valeur du PIB a affiché 17 406,8 milliards de dinars (figure n°36) ; tandis que son volume a progressé de 3,3 %, avec un mince replie par rapport à 2015 (3,7 %). Néanmoins, la croissance économique se différencie de celle de 2015. La croissance dans les secteurs hors hydrocarbures ayant baissé (2,3 %, contre 5 % en 2015), la croissance du PIB en 2016 est principalement tirée par la progression du secteur des hydrocarbures qui affichait 7,7 % contre 0,2 % en 2015[50].

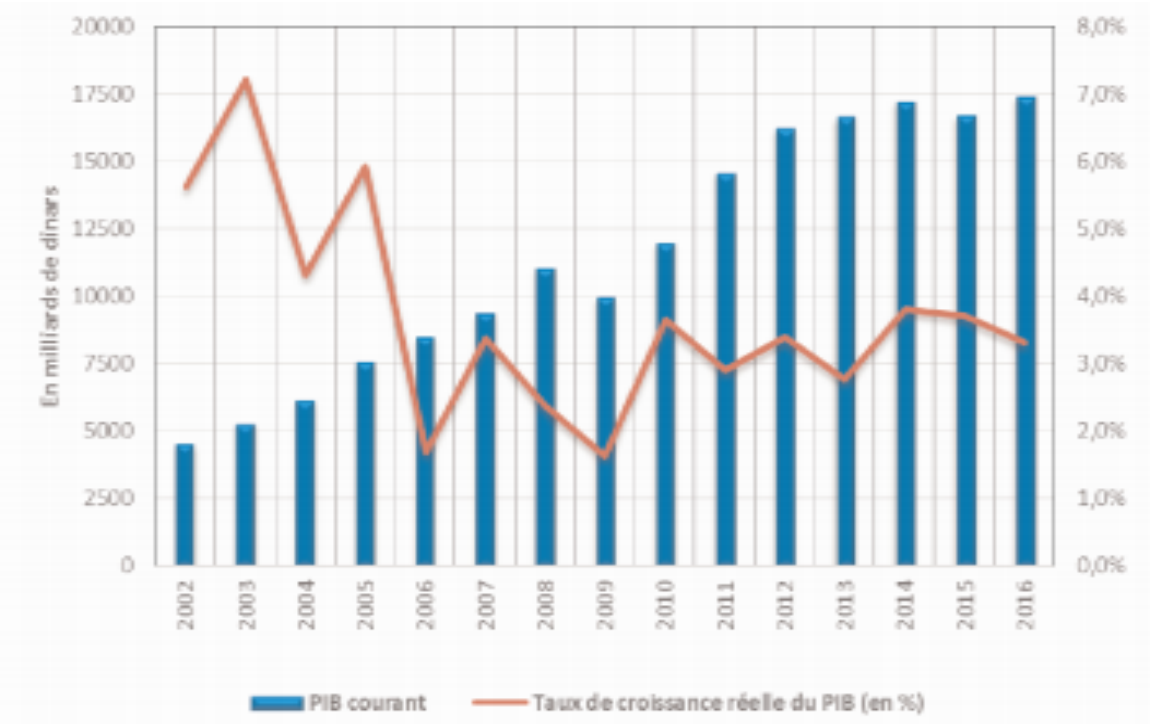

Figure n°36 : Le PIB période 2002-2016

Source : rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf

[50]Banque d'Algérie, Rapport sur l'activité économique 2016 , http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf

Hors hydrocarbures et mis à part le secteur du BTPH, la croissance économique a baissée dans tous les secteurs d'activité particulièrement dans l'agriculture.

- **La production agricole**

En volume, le rythme de croissance de sa valeur ajoutée s'est repliée de 4,2 points de pourcentage s'établissant à 1,8 % contre 6 % en 2015. Par 2315,1 milliards de dinars de flux de richesse produite en 2016 (figure n°37), l'agriculture constitue 13,3 % du PIB (12,59 % en 2015) mais ne s'implique qu'avec 6 % dans la croissance du PIB contre 16,5% en 2015.

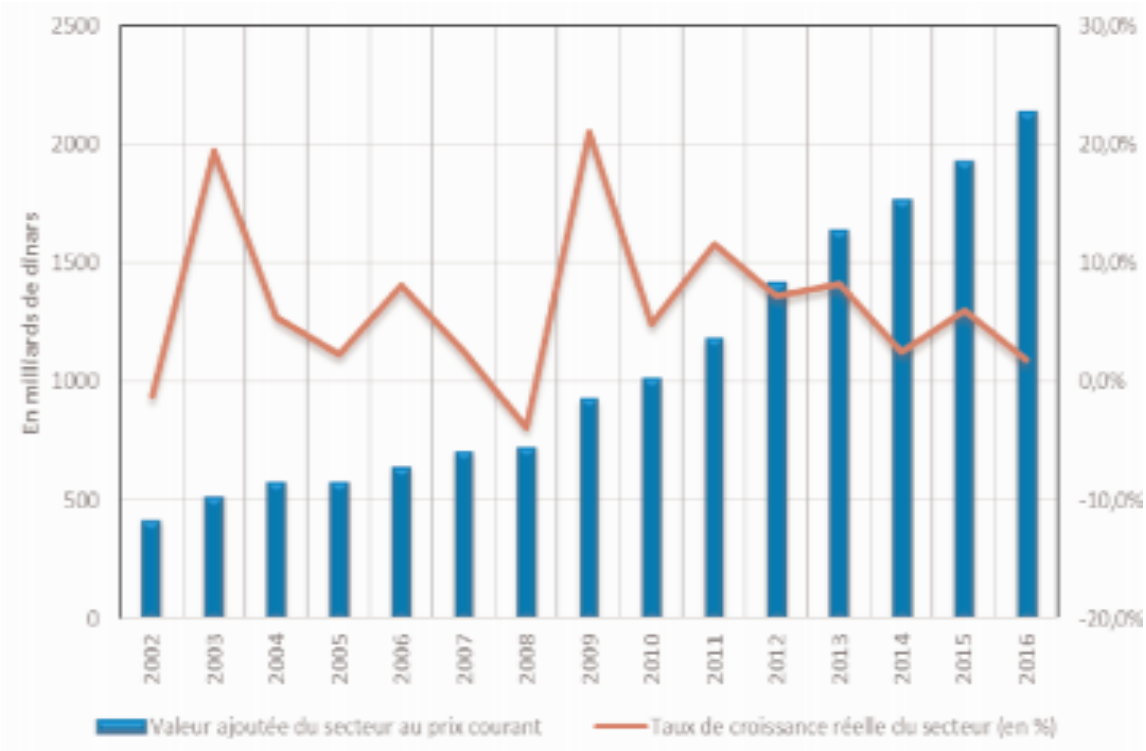

Figure n° 37 : Croissance du secteur agriculture, sylviculture et pêche

Source : rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf

- **L'activité bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH)**

Ce secteur, reste soutenu par les dépenses publiques d'infrastructures et de bâtiment.

Cette activité a progressé de 0,3 point de pourcentage afin d'afficher 5 % de croissance en volume (figure n°38). La valeur ajoutée du BTPH (au prix courant), égalé 2245,4 milliards de dinars en 2016, constitue 12,9 % du PIB. En pourcentage, ce secteur contribuait avec 17 % à la croissance globale du PIB.

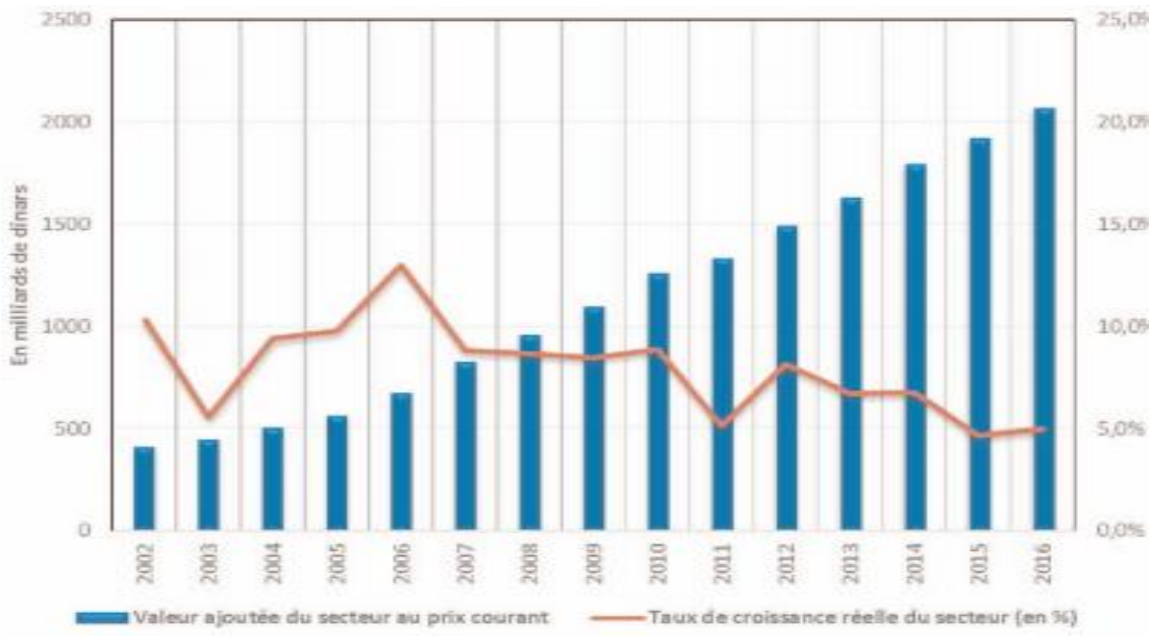

Figure n° 38 : Croissance du secteur bâtiment et les travaux publics (BTPH).
Source :rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf

- **Les services marchands et non marchands**

Par une valeur ajoutée estimée à 8512 milliards de dinars, représentent le plus étendu secteur d'activité de notre économie représentant 48,9 % du PIB. La croissance de ce secteur a affiché près de 2,4 % et contribuait avec 30% à l'expansion du PIB en 2016 (figure n°39).

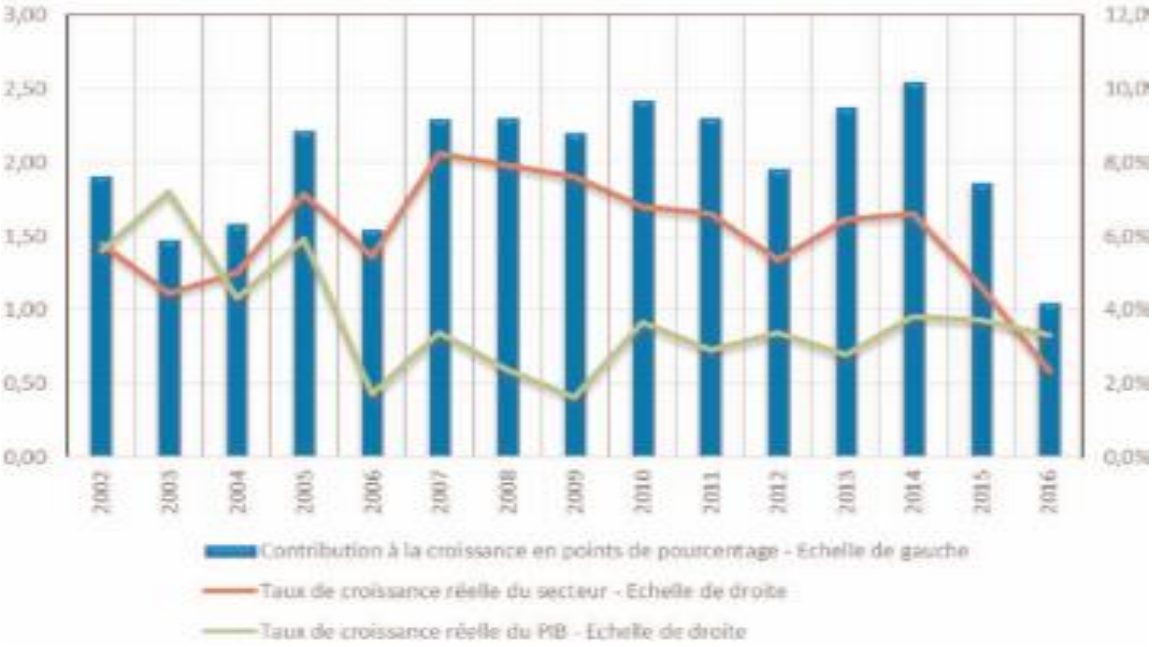

Figure n° 39 : Croissance du secteur services marchands et non marchands
Source : rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf.

- **Les hydrocarbures**

Ce secteur enregistre une timide expansion de 0,2 %, en 2015, à la suite de dix ans de régression, qui a persisté jusqu' en 2016.

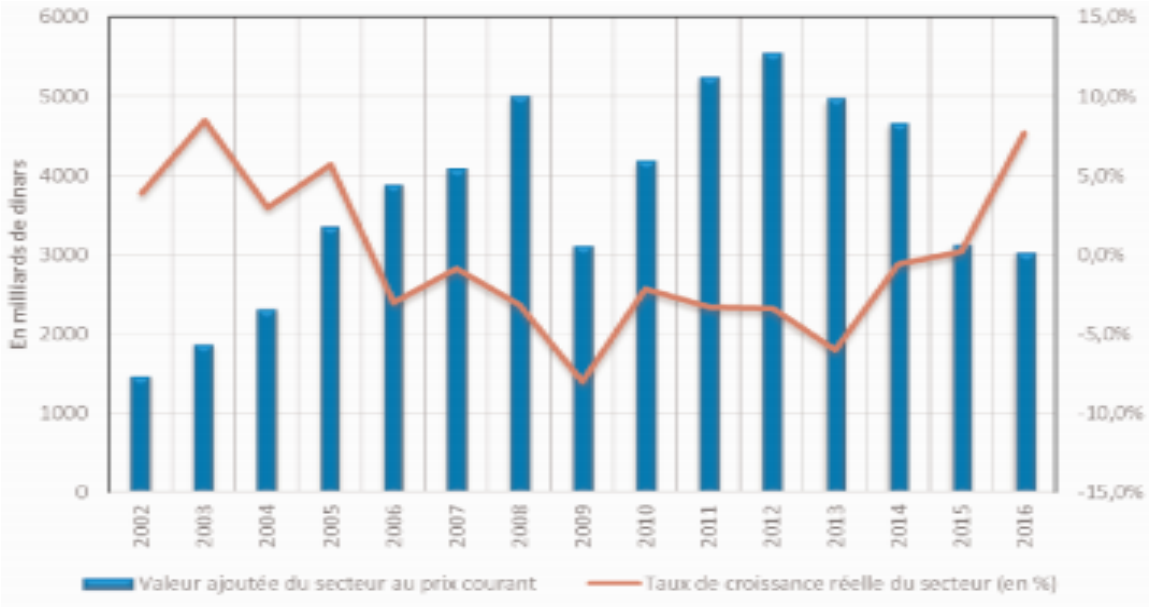

Figure n°40 : Croissance du secteur des hydrocarbures

Source : rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf.

En réelle, la fréquence de croissance de la valeur ajoutée du secteur a augmenté de 7,5 points de pourcentage pour afficher7, 7 % en 2016. En nominale, la valeur ajoutée du secteur a continué de régresser à 3272,4 milliards de dinars contre 3381 milliards de dinars en 2015 à cause de la chute des prix des hydrocarbures exportés (figure n°40). A ce rythme, les hydrocarbures ne conçoivent plus que 18,8 % du PIB contre 20,2 % en 2015 et 27 % en 2014 mais contribuent à hauteur de 41 % à sa croissance contre seulement 1,5 % en 2015.

- **L'activité industrielle**

Par une valeur ajoutée courante estimée à 1061,8 milliards de dinars, en 2016, ne constitue, que 6,1 % du PIB (figure n°41).

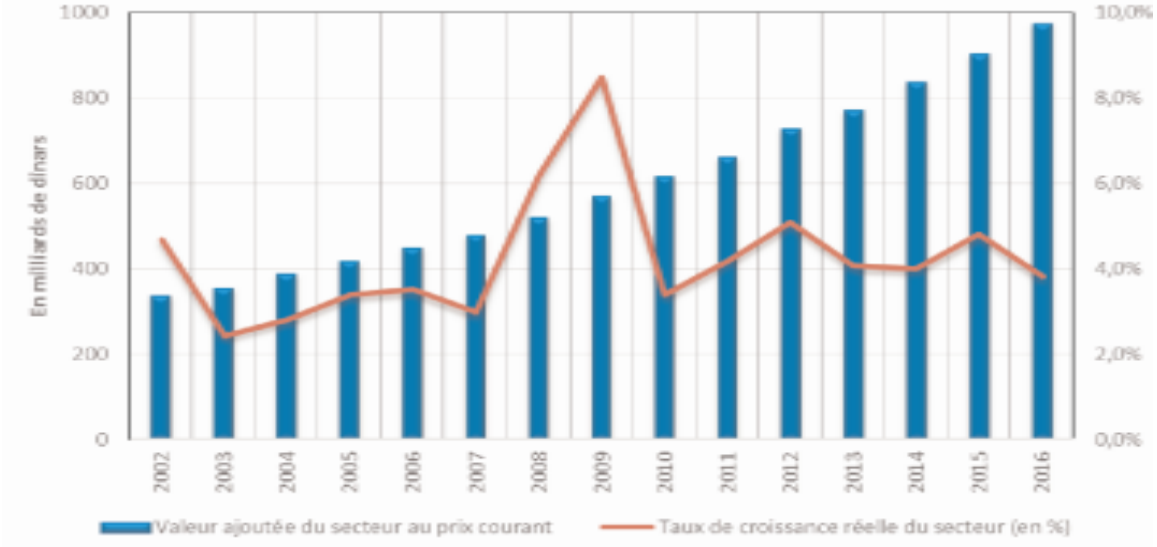

Figure n°41 : Croissance de l'industrie

Source :rapport de la Banque d'Algérie, 2016, http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf.

Le taux de croissance de l'industrie a affiché 3,8 %, se repliant de 1 point de pourcentage, et la contribution de ce secteur à l'expansion du PIB n'a été que de 6 %. Ainsi, on peut représenter la composition du PIB par secteur, en 2016 par la figure n°42 :

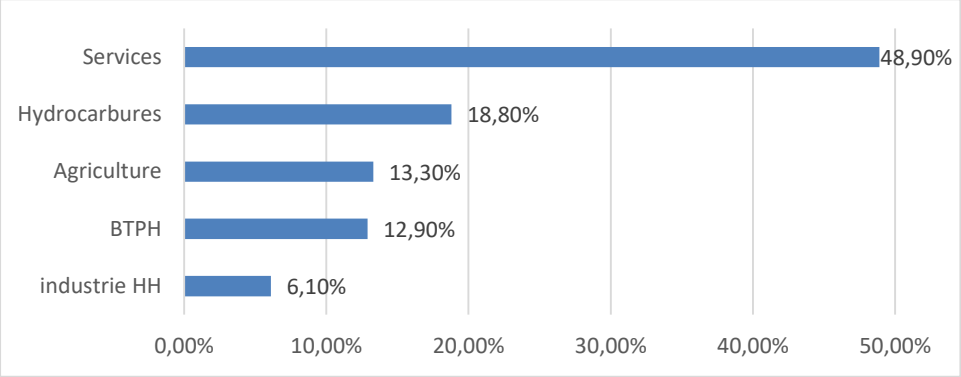

Figure n°42 : La structure du PIB par secteur d'activité en 2016

Source : Etabli par l'auteur en se basant sur : ONS ; l'Algérie en quelques chiffres ; http://www.ons.dz/IMG/pdf/AQC_R_2016_ED_2017_-_Francais_.pdf

- **Le secteur privé**

En Algérie, le privé a évolué pendant des années, à l'ombre du secteur public, marginalisé et étouffé, par un genre de scepticisme, qui a retardé son décollage. Son poids dans le PIB courant est passé de 42% en 2000, à 66.7% en 2015 (tableau n°11), bien que le PIB global sur la même période ait été multiplié par 4. De plus, l'évolution de la part de ce secteur dans le PIB hors hydrocarbures, le fait passer, de 74% en 2000, à 85% en 2015, alors que le PIB hors hydrocarbures a été multiplié par 5,4. Ainsi, le secteur privé prend part de 60% de l'emploi total, et de 61% de la rémunération des salaires.

Tabeau n°11 : La structure du PIB par secteur juridique

Source : ONS, Les comptes économiques de 2015 à 2017 N°824 ; http://www.ons.dz/IMG/Comptes%20Economiques%202015-2017.pdf

Année	2015	2016	2017
Public (en %)	33,3	32,3	34,7
Privé (en %)	66,7	67,7	65,3
Total (en %)	100	100	100

Toutefois, au niveau fiscal, l'apport du secteur privé dans les hydrocarbures à augmenter de 5% entre 2010 et 2015, et de 55% en matière d'apport fiscale hors hydrocarbures. D'après les rapports de l'ONS, le secteur privé est le premier pourvoyeur d'emplois, de ce fait, en 2017, les effectifs ont assisté une baisse selon les chefs d`entreprises du secteur public, inversement à ceux du secteur privé qui ont assisté une augmentation, surtout ceux des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) et de l'agro-alimentaire[51].

[51]Sidali Amzal ; Economie nationale : le vrai poids du secteur privé ; Algérie ECO; https://www.algerie-eco.com/2017/08/03/economie-nationale-vrai-poids-secteur-prive/; consulté le : 07/11 /2017.

Cependant, la part du secteur privé dans le PIB réel représente 10,6% dans les hydrocarbures face à 89,4% du secteur public[52]. Avec le commerce et les services qui dominent l'activité du secteur privé, ce dernier ne peut tirer l'économie nationale, en dépit de la constante progression numérique des entreprises qui le constituent. Leur nombre est passé de moins de 300000 petites et moyennes entreprises en 1999 à quelques 1060025 petites et moyennes entreprises privées (employant quelques 2600000 agents avec une moyenne de 2,46 agents par entreprise, dont presque la moitié est constituée des chefs de ces entreprises) à fin juin 2017, tel que cela est indiqué sur le tableau n°12 :

Tableau n°12 : Secteur Privé en Algérie à juin 2017
Source : Ministère de l'industrie et des mines ; Bulletin d'informations statistiques. n°31/2017.
http://www.mdipi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin_PME_N_31Vf.pdf

Type de PME	Nombre de PME	Pourcentage
TPE (effectif de moins de 10 salariés)	1035891	97,7
PE (effectif entre 10 et 49 salariés)	21202	2
ME (effectif entre 50 et 249 salariés)	3196	0,3
Total	1060289	100

Par secteur d'activité, elles sont réparties comme représenté dans le tableau n°13 :

Tableau n° 13 : Structure des PME privées par secteur d'activité
Source : Ministère de l'industrie et des mines ; Bulletin d'informations statistiques. n°31/2017.
http://www.mdipi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin_PME_N_31Vf.pdf

Type de PME	Nombre de PME	Pourcentage
Agriculture	6392	0,60
Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	2843	0,27
BTPH	177727	16,77
Industries manufacturières	92804	8,75
Services y compris les professions libérales	536560	50,62
Artisanat	243699	22,99
Total	1060025	100

Une telle structure dominée par des activités de services et d'artisanats engendre, une faible potentialité productive de richesses et une faible capacité de réceptivité technologique et d'innovation. Loin de pouvoir booster une croissance auto-entretenue et diversifiée, ou d'encourager l'accès aux nouvelles technologies et, encore moins, de les reproduire, ou de s'intégrer à une quelconque sous-traitance industrielle.

2.1.3. La structure de l'emploi et la tertiarisation de l'économie

Le taux de chômage selon la dernière enquête de l'ONS rendue publique en Juillet et représenté dans la figure n°43, atteignait 11,1% en avril 2018 contre 11,7% en septembre 2017, soit un recul de 0,6 point. Estimé à 10,5 % de la population active en 2016 contre

[52]Abderrahmene Mebtoul; Place du secteur privé au sein de l'économie algérienne; Publié dans La Nouvelle République le 25/10/2017. https://www.djazairess.com/fr/lnr/270519

11,2 % en 2015, le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) demeure élevé à 26,7 % bien qu'en recul de 3,2 points de pourcentage par rapport à 2015.

Figure n°43 : Le taux de chômage au sein de la population active
Source : Trading Economics.com. ONS https://fr.tradingeconomics.com/algeria/unemployment-rate

La structure de l'emploi selon le secteur d'activité, fait apparaitre dans la figure n°44 que les services marchands et non marchands captivent 61,5% de la main d'œuvre totale, le BTPH les succède avec 16,8%, l'industrie avec 13% et l'agriculture par 8,7%[53].

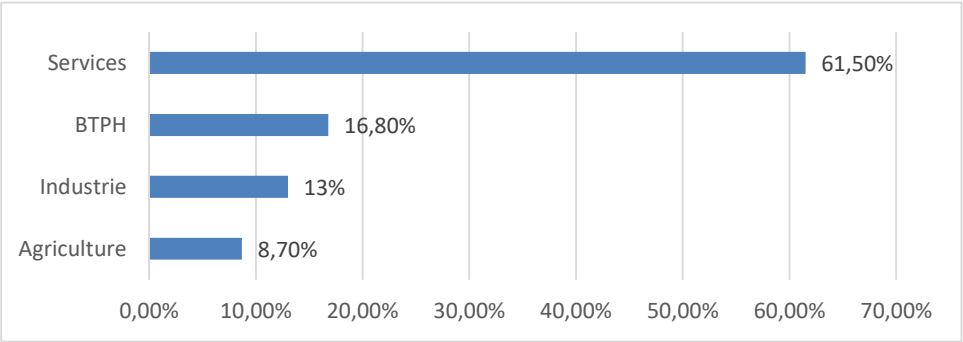

Figure n°44 : La structure de l'emploie par secteur
Sourse : Abderrahmane Mebtoul, Relance de l'économie algérienne 2017/2020,
https://www.algerie1.com/eclairage/relance-de-l-economie-algerienne-2017-2020

Une telle structure confirme la tertiarisation de l'économie, ce sont des emplois dans des petits commerce et services représentant 83% de la superficie économique à très faibles productivité que l'on ne peut comparer avec celle des pays développés où la tertiarisation de l'économie est basé sur les services des technologies de l'information et de la communication créatrices d'opportunités de croissance et conduisant à des emplois productifs. Les institutions chargées de l'investissement et de l'emploi, en Algérie (ANDI, ANSEJ, CNAC) agréent plusieurs projets avec de nombreux avantages financiers et fiscaux. Toutefois, il convient de se questionner si ces projets font partie d'une vision globale du développement du pays, s'ils appartiennent à des sphères porteuses de croissance durable ou ne s'insèrent-ils pas dans une redistribution de la rente afin d'alléger la pression sociale ?

[53] Abderrahmane Mebtoul, Relance de l'économie algérienne 2017/2020,
https://www.algerie1.com/eclairage/relance-de-l-economie-algerienne-2017-2020

2.2. Finances publiques, politique monétaire et de change face à la vulnérabilité de l'économie algérienne

La politique économique (budgétaire et monétaire) représente l'ensemble des interventions publiques dans l'économie d'un pays dans le but de l'orienter vers des objectifs déterminés (croissance, plein-emploi, stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs) et moyennant des instruments spécifiques. Ces derniers sont le budget, la maitrise de la masse monétaire, l'intervention sur les taux d'intérêt, le taux de change, sur la formation des revenus et sur la redistribution, et la réglementation.

En 2017, l'exercice de consolidation budgétaire a induit une réduction de 28 % des dépenses d'équipement et le gel de certains projets budgétés (2014–2019). L'assèchement des liquidités des banques a restreint leur capacité d'intermédiation financière et, par conséquent, leur aptitude à financer des projets d'investissement publics et privés. Il en a résulté une baisse de la croissance du PIB réel hors hydrocarbures. De plus, la limitation des salaires, la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (2 %) et la hausse des prix de l'énergie affecteront la consommation privée et publique. Au cours du deuxième semestre 2017, l'augmentation des cours du baril a permis de prendre des mesures correctives pour libérer les prêts bancaires et accroitre de 4 milliards de dollars les dépenses d'investissement. Par ailleurs, s'il n'est pas géré avec parcimonie, le volet « planche à billets » du PAG (plan d'action du gouvernement) pourrait porter l'inflation bien au-delà des 5,3 %, 4,5 % et 4 % projetés respectivement pour 2017, 2018 et 2019[54].

2.2.1. Politique budgétaire expansive et épuisement du FRR

Depuis 2000, l'Etat algérien a mené une politique expansive, cela a permis une compression significative des inégalités sociales et la création des infrastructures socioéconomiques. Néanmoins, cette politique a induit, dès 2009, a un déficit budgétaire, financé par le Fonds de Régulation des Recettes(FRR), représenté dans la figure n°45. Le FRR est un fonds souverain algérien créé en 2000 dont le but est de gérer les excédents budgétaires liés aux exportations d'hydrocarbures. Cependant la gestion et la disponibilité de ce fonds a connu plusieurs étapes :

- Plus de 10 000 milliards DA ont été prélevé sur le FRR afin d'absorber le déficit entre 2009 et 2014. Présenté dans le tableau n°14, le dernier prélèvement de 784, 459 Milliard DA du FRR, a été effectué en février 2017. Ainsi, le FRR a été totalement épuisé à cette date. De Janvier à décembre 2017, le FRR n'a pas

[54] BAD, par T. BENBAHMED, H. LOHOUES, Perspectives Économiques en Afrique 2018, https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/country_notes/Algerie_note_pays.pdf

enregistré de versements de plus-values, étant donné que la fiscalité pétrolière recouvrée (2 126 987 Millions DA) n'avait pas atteint celle budgétisée dans la loi de finance(LF) 2017 (2 200 000 Millions DA)[55].

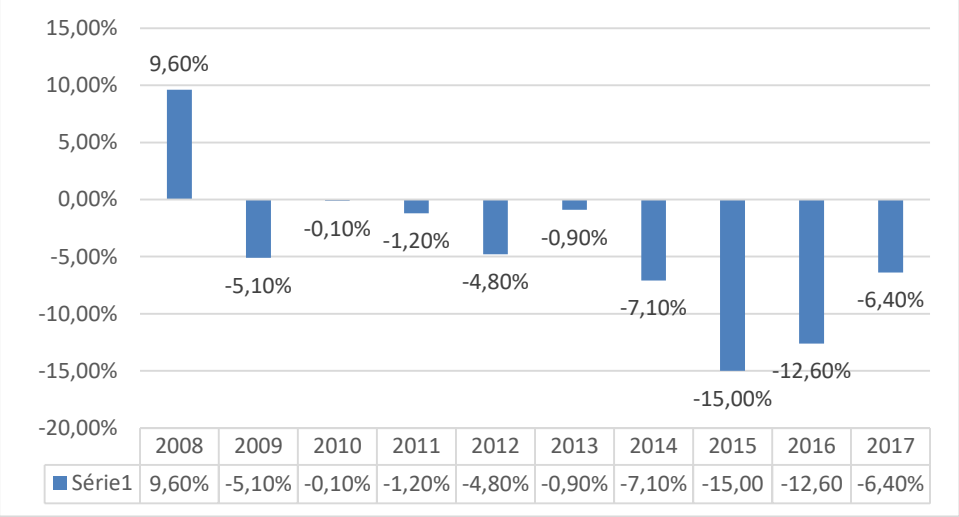

Figure n° 45 : Situation budgétaire (En % du PIB)
Source : https://fr.tradingeconomics.com/algeria/government-budget

Tableau n°14 : Situation du FRR en milliard de DA face aux cours du pétrole
Source : La Direction Générale de la Prévision et des Politiques(DGPP). Rapport de Présentation du Projet de la Loi de Finances pour 2018 et Prévisions 2019-2020, évolution du FRR, p27

Année	Fond de régulation des recettes (disponibilité, en milliard de dinars)	Cours du pétrole (USD/Baril)
2000	453	27,6
2001	356	23,12
2002	198	24,36
2003	476	28,1
2004	944	36,05
2005	2 090	50,59
2006	3 640	61
2007	4 669	69,04
2008	5 503	94,1
2009	4 680	60,8
2010	5 634	77,38
2011	7 143	107,46
2012	7 917	111,49
2013	7 695	109,38
2014	4 408	99,68
2015	2 072	49,49
2016	740	44,28
2017	784	50,52
2018	0	71,82
2019	0	

[55]Ministères des finances ; Solde global du Trésor ; Juillet 2018
http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/143/Solde-global-du-Tr%C3%A9sor.html

- De 2000 à 2008 les prix du pétrole ont augmenté (de 27,6$ à 94,1$), le solde budgétaire était excédentaire. La disponibilité du FRR a connu une augmentation jusqu'à5503 milliards DA en 2008. En 2009, une chute brutale des prix du pétrole atteint de 60,8$, réduisant le FRR à 4680 Milliards de DA. A partir de 2010 jusqu'à 2012 les prix du pétrole augmentent de +18.31de $, permettant de nouveau d'alimenter le FRR. Dès 2013, Le prix du baril chute générant des déficits budgétaires répétés, entraînant la consommation de la totalité de l'épargne du Trésor qui était logée au FRR.
- La figure n°46 montre que durant la période 2009-2015, les dépenses budgétaires ont suivi une sérieuse progression de 4246 milliards DA en 2009 à 6 995,7 milliards DA en 2014, soit une hausse moyenne d'environ 14,6% par an. Le poids des dépenses de fonctionnement (salaires, pensions, transferts courants, etc.) dans la somme des dépenses a progressé dès 2008, allant de 52,9% à 64,2% en 2014. Cette part a cependant subi une légère baisse dès 2014, suite à un effort de maitrise des dépenses. Ainsi, elle a capté 61% en 2015 (4 617 milliards DA), correspondant toutefois à 28% du PIB (contre 17% du PIB en 2005). Parallèlement, les dépenses d'équipement ont progressé de 807 milliards DA en 2005 à 3 015 milliards DA en 2015 (hausse moyenne de 14% par an), reflétant l'objectif des plans de développement quinquennaux, braqué sur les infrastructures, l'Habitat, l'agriculture et le secteur de l'eau. Progressant de 3 039,3 milliards DA en 2005 à 5 103,1 milliards DA en 2015, les recettes budgétaires ont crû de 5% par an, mais avec une fréquence moins soutenue que les dépenses. Cela est néanmoins, le résultat des recettes hors hydrocarbures qui ont subi un bond de 13% en moyenne par an (de 815 milliards DA en 2005 à 2 676 milliards DA en 2015). La fiscalité pétrolière est passée de 2 268 milliards DA en 2005 à 3 390 milliards DA en 2014, puis à 2 375 milliards DA en 2015. Elles ne correspondaient qu'à 59% de l'ensemble des recettes en 2015 (contre 75% en 2005)[56].
- L'écart donc entre les recettes et les dépenses s'élève notamment à partir de 2009, à cause d'une baisse des recettes budgétaires et d'une augmentation des dépenses. Le FRR, enregistre une baisse à partir de 2013. La chute des recettes est engendrée par des variations des cours des hydrocarbures sur le marché international ou l'Algérie n'est qu'un « Price-taker »[57]. La monté des dépenses était le résultat de l'augmentation des dépenses courantes : augmentation de la masse salariale (multipliée par 6 entre 2000 et 2014) et des transferts sociaux ainsi que des dépenses en capital en rapport avec la mise en œuvre dès 2000 des plans de relance

[56] BAD; DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS INTERIMAIRE 2016-2018 ; https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Algerie_-interim-DSP_2016-2018.pdf

[57] BELKACEM Djamila et MOUSSI oumelkheir; VIABILITE BUDGETAIRE ET FONDS DE REGULATION DES RECETTES EN ALGERIE; 2015; http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_53573.pdf

de la croissance et de création d'emplois. Année après l'autre, ces dépenses ne se compressaient plus, cela pourrait être justifié en partie par la croissance de la population mais surtout par une irrationnelle allocation et gestion des ressources financières attribuées à ces plans.

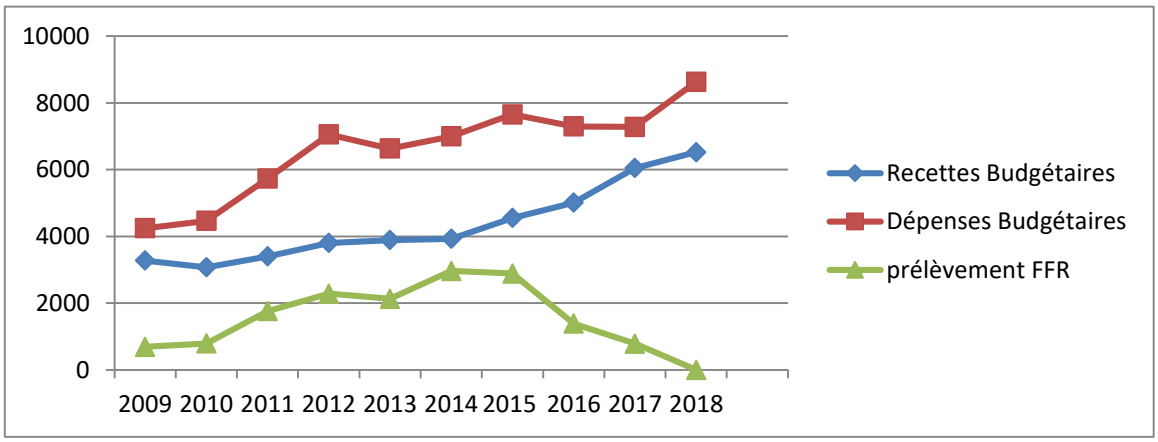

Figure n°46 : Evolution des recettes, dépenses budgétaires, FRR (en milliard de DA)
Source : établie par l'auteur ; utilisant les chiffres des Rapport annuel de la Banque d'Algérie ; 2016 et 2017 ; Evolution économique et monétaire en Algérie.

- Effectivement, la réalisation des contenus de ces plans a été accompagnée par des réévaluations financières causées par les retards importants de réalisations [58]. Ainsi, les prélèvements effectués pour combler le déficit budgétaire sont devenus de plus en plus importants notamment sur la période 2009-2018 où ils servaient exclusivement à cet objectif, alors qu'entre 2000 et 2009, les prélèvements servaient aussi au paiement de la dette publique. 178 milliards de dinars, soit près du quart du budget total alloué au secteur des travaux publics, sont réservés en 2018 aux seules réévaluations des programmes publics en cours de réalisation et d'appels d'offres. Ils étaient tout aussi importants en 2016 et en 2017, mais c'est en 2015 qu'ils avaient atteint le record absolu avec pas moins 760 milliards de dinars, soit environ 40% du budget du secteur concerné[59].

2.2.2. Recettes à fortes volatilité face aux dépenses quasi-obligatoires

Le déséquilibre budgétaire rappelle la nécessité de réduire la dépendance aux recettes issues des hydrocarbures et d'introduire davantage l'efficacité dans les dépenses publiques. Face à des revenus provenant des hydrocarbures et caractérisés par une forte volatilité, les dépenses de fonctionnement sont incompressibles à cause de la pluralité des dépenses quasi-obligatoires (salaires, pensions, etc.). Cependant sur le tableau n°15 on observe :

[58] Banque Mondiale ; A la recherche d'un investissement public de qualité ; 2007 ; http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/448101468202431573/pdf/3627010vol1020french.pdf

[59] N. Grim ; Véritable gouffre financier pour l'Algérie : Les réévaluations sont-elles une fatalité?;Algérie-Eco ; https://www.algerie-eco.com/2017/12/24/veritable-gouffre-financier-lalgerie-reevaluations-fatalite/24 décembre 2017

Tableau n°15 : Les recettes pétrolières en % des recettes et dépenses totales
Source : Etabli par l'auteur utilisant les chiffres du Rapport annuel de la Banque d'Algérie ; 2016 et 2017 ; Evolution économique et monétaire en Algérie.

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
En % des recettes	78,77	65,63	66,10	68,73	66,00	61,70	59,04	46,51	34,80	38,30
En % des dépenses	97,55	56,80	65,13	67,98	59,28	61,05	48,43	31,00	24,40	32,10

- De 2008 à 2013, la dépendance aux hydrocarbures s'accentuait au fur des années, mais dès 2014 cette tendance s'atténue jusqu'en 2017. Ainsi, la monté du secteur des hydrocarbures a boosté la croissance en 2017 car l' exportation des hydrocarbures a affiché un bond de 18 % par rapport à l'année précédente durant les 10 premiers mois de 2017 pour atteindre 27,2 milliards de dollars. Malgré la baisse valorisée par 2,7 % de la production de pétrole et de gaz pour 2017, la hausse mondiale des cours du pétrole avait permis aux recettes de l'exportation du secteur pétrolier d'atteindre les 32,3 milliards de dollars pour toute l'année, soit + 16,6 % comparé à l'année précédente. Avec donc des parts montantes de nouveau de 38,37% des recettes et 32,1% des dépenses, la dépendance continue du pays aux recettes issues de la vente d'hydrocarbures le laisse exposé aux chocs extérieurs.
- Cette figure, favorise automatiquement le déficit budgétaire en Algérie, mais encore rend plus difficile la planification stratégique et la mise en œuvre des politiques de développement. Ainsi, pendant les périodes de crise financière, la tentation est importante de faire des dépenses d'équipement une « solution d'ajustement » afin de compresser les déficits budgétaires, la Loi de finances 2016 d'ailleurs illustre cette configuration par la baisse les dépenses d'équipement de 18% et par conséquent plusieurs projets ont été gelés (tançons autoroutiers, tramway de Bejaia, centre hospitalier de Constantine, station d'épuration des eaux usées de Boudouaou, etc). Compte tenu du FRR épuisé et des niveaux actuels des cours du pétrole, la tendance à l'amélioration du solde budgétaire paraît lointaine à moins d'une certaine maitrise des dépenses et de mobilisation des recettes fiscales (hors hydrocarbures).

2.2.3. Transferts sociaux et subventions généralisés

Leurs taux avaient atteint 22,8% du budget général de l'Etat sur la période 2000-2004, ensuite 24,5% sur la période 2005-2009, puis 25% du budget de l'Etat de 2010-2015 et 23% entre 2016 et 2017.

- Subissant une hausse d'environ 8% par rapport à 2017, une enveloppe de 1760 milliards de DA (20,4%du budget), comprise dans le budget 2018 leur a été allouée. Elle sera destinée notamment, au soutien aux familles, à l'habitat, à la

santé, ainsi qu'aux subventions des prix des produits de première nécessité, à savoir les céréales, le lait, le sucre, et les huiles alimentaires. L'enveloppe budgétaire qui sera allouée aux transferts sociaux continuera de monter pour l'exercice 2019 avec un montant de 1.763 milliards de DA. Cette valeur représente près de 21% de la totalité du budget de l'État de l'année 2019 qui est près de 8.560 milliards de DA[60].

- Les transferts sociaux se sont élevés de 15,6% en moyenne annuelle. En 2011, les transferts sociaux ont bondi de 66,6%. L'observation de la structure des transferts sur le tableau n°16, montre que ce bondissement est imputable au soutien à l'habitat (multiplié par 2,3), et au soutien aux prix (multiplié par 2,9). Les transferts sociaux ont représenté 10,4% du PIB en 2015.
- Dans un cadre où le chômage remonte, préserver un filet social semble important, néanmoins, des transferts non ciblés ne permettent pas une optimisation des dépenses vers des populations les plus vulnérables. Ainsi, la réforme du système de subventions, tant explicites qu'implicites, est déterminante pour la réduction du déficit budgétaire. Le ciblage des subventions, avec une réduction progressive du taux de subventions généralisées, pourra alléger ce poids financier sur le budget sans nuire aux populations fragiles. Par ailleurs, les subventions attribuées au lait et au sucre par exemple profitent aussi aux riches, ce qui n'est pas l'objectif de ces subventions.

Tableau n°16 : La structure des transferts sociaux, en milliards de DA

Source : U.N ; la Commission économique pour l'Afrique 2017 ;
https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/algeria_cp_fre.pdf

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Soutien à l'habitat	324,5	754,1	461,7	250,6	255,2	357,1
Soutien à la famille	318,6	492,4	423,2	405,6	422,1	451,1
• Allocations familiales	44,4	41,6	41,4	41,9	42,5	42,6
• Soutien à l'éducation	87,6	89,2	90,2	100,3	103,0	109,5
• Soutien aux prix céréales, lait…	96,2	279,1	215,6	197,4	213,7	225,5
• Accès à l'électricité, gaz et eau	90,4	82,4	76,0	66,0	63,0	73,6
Soutien aux retraites	144,0	139,5	250,0	257,9	252,1	251,3
Soutien à la santé	199,3	367,8	364,9	263,7	320,5	323,2
Soutien aux moudjahidines	124,1	125,7	156,9	171,9	180,6	198,2
Soutien aux démunis, aux handicapés & aux titulaires de faibles revenus	128,8	185,5	211,8	224,6	178,7	169,7
Total des transferts	1239,3	2065,1	1868,5	1574,4	1609,1	1750,6
Soutien aux retraites	10,3%	14,2%	11,5%	9,5%	9,4%	10,4%

[60] Communiqué du conseil des ministres ; Septembre 2018 ; http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20180926/151015.html

2.2.4. Politique monétaire et inflation pour amortir les déséquilibres

La masse monétaire dans une économie permet de réguler le marché financier, par conséquent, elle doit être rigoureusement contrôlée et réglementée par la banque centrale car si elle vire vers les extrêmes, celle-ci pourrait troubler le marché.

Tableau n°17 : Taux d'inflation annuel moyen en %
Source : Etabli par l'auteur se basant sur : les chiffres du Ministère des finances
http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/154/Taux-d'inflation.html

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	09/2018
Taux d'inflation moyen	4,86	5,73	3,91	4,52	8,89	3,25	2,92	4,78	6,40	5,59	4,45

- Même avec une politique budgétaire expansionniste, l'inflation sur la période 2008-2018 est restée autour de 4% (tableau n°17). La modération du taux d'inflation est imputable sur : une monté modeste des salaires et une inflation importée relativement faible. La monté des salaires engagée dans la fonction publique en 2012 a eu un fort impact inflationniste, mais temporaire[61]. L'inflation annuelle avait atteint un maximum de 8,9% en 2012, puis avait baissé pour atteindre 2,92 % en 2014. Elle a ensuite subi une hausse pour atteindre 4,78% en 2015. L'inflation s'est accrue à 6,4 % en 2016, principalement sous l'effet de la dépréciation officielle du dinar au cours du premier semestre, puis d'une dépréciation supplémentaire du dinar sur le marché noir au cours du second semestre. Le rythme s'était ralenti au cours du second semestre de 2017 pour atteindre 5,59 % en décembre. Cette décélération s'est poursuivie jusqu'au mois d'avril 2018 (4,33 %) pour ensuite amorcer une légère hausse et s'établir à 4,45 %, à Septembre 2018[62].
- L'action de la politique monétaire, notamment par la résorption de surliquidités bancaires, a permis de compresser les pressions inflationnistes, qui auraient pu se traduire par un niveau d'inflation plus élevé. Toutefois, l'impact de la politique monétaire reste largement contrarié, par les dysfonctionnements et les positions de force sur certains marchés. Cela se traduit par le fait que l'inflation, en 2015 et 2016, n'était pas d'origine monétaire puisque la masse monétaire ne s'est que très peu élevée. Elle ne peut pas non plus être causée par l'inflation des prix à l'import, au vu de la faiblesse de ces prix sur les marchés internationaux. L'explication la plus plausible d'après la banque d'Algérie, serait un dysfonctionnement des marchés, notamment ceux des produits agricoles frais, qui ne sont pas suffisamment régulés[63].

[61] Nations Unies, commission économique en Afrique, profil pays Algérie
https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/algeria_cp_fre.pdf

[62] Banque d'Algérie; Bulletin monétaire et financier - 1er semestre 2018
http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletinmonetaire_1ersemestre2018.pdf

[63] =30

Tableau n°18 : Agrégats monétaires en milliards de DA et en Milliards d'USD

Source : Etabli par l'auteur à partir des rapports de la Banque d'Algérie 2015- 2016-2017-2018.

Année	Unité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Avoirs extérieurs nets	MDA	11996,5	13922,4	14940	15225,2	15734,5	15375,4	12596,1	11227,4	10430,6
	MUSD	162,2	175,6	190,6	194	178,9	144,1	114,1	97,3	79,98
Crédits à l'Etat nets	MDA	-3392,9	-3406,6	-3334	-3235,4	-1992,3	567,5	2682,2	4691,9	5138,1
Crédits à l'économie	MDA	3268,1	3726,5	4287,6	5156,3	6504,6	7277,2	7909,9	8880,9	9408,1
Monnaie et quasi monnaie M2	MDA	8280,7	9929,2	11015,1	11941,5	13686,7	13704,5	13816,3	14974,5	16908,6

- Les avoirs extérieurs nets (réserves de change) représentent la source la plus importante de création monétaire. Apres une étape d'accumulation importante (suite à la montée des cours de pétrole de 2005 à 2012), cet agrégat représenté dans le tableau n°18, est rentré dans une étape de baisse continue depuis 2015, passant de 114,1 milliards de dollars en fin 2016 à 97,3 milliards de dollars en fin 2017 et 79,98 milliards en fin 2018, en raison de l'évolution des cours de change des monnaies composant les réserves de change (dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro). En cinq ans, les réserves ont été amputées de 114 milliards de dollars. Si le prix du pétrole, sur le marché international, n'augmente pas suffisamment pour couvrir le déficit de la balance des paiements et dégager un excédent, ces réserves vont continuer à s'amenuiser. Les réserves de change ont été ainsi mal utilisées puisqu'elles ont servi à combler les déficits de la balance des paiements au lieu de promouvoir les investissements productifs. Le pays est maintenu, de ce fait, dans une situation de vulnérabilité qui l'expose à des incertitudes et à des risques[64].
- Sous l'effet des déficits budgétaires élevés en 2014 et surtout en 2015, financés par le FRR, l'Etat n'est plus créancier net sur le système bancaire. Dés, 2015, il en est devenu débiteur net. Depuis, les crédits nets à l'Etat augmentent comme illustré dans le tableau n°18 , passant de 2 682,2 milliards de dinars à fin 2016 à 4691,9 milliards de dinars, à fin 2017 et 5138,1 milliards de dinars, à fin 2018, sous l'effet, principalement, de l'augmentation des créances nettes de la Banque d'Algérie sur le Trésor qui passent de 1967,4 milliards de dinars à fin 2017 à 2316,6 milliards de dinars à fin 2018 (injection de monnaie).

[64] Nouioua. B ; Le problème des réserves de change ; El Watan; 10/11/2018

- Les crédits à l'économie, face aux contractions des réserves de change et à l'augmentation de créances nettes sur l'Etat ont poursuivi leur progression, ils se sont accrus de 12,3 % en 2017 contre 8,4 % en 2016 et 11,9 % en 2015pour atteindre 8 880,9 milliards de dinars en 2017 et 9408,1 milliards de dinars en 2018.
- De la même façon qu'en 2015 et 2016, la variation des contreparties de la masse monétaire M2 montre que les crédits du système bancaire à l'Etat, précisément ceux de la Banque d'Algérie, représentent la principale source dans la variation de (M2). Le taux d'expansion de(M2) affichait une moyenne annuelle de 10% sur la période 2011 – 2014, mais ce taux a pratiquement stagné en 2015 et 2016 (successivement 0,13 % et 0,82 %). Cette stagnation est essentiellement due à la baisse des dépôts bancaires (-11,96%) et des dépôts du secteur des hydrocarbures (-40%). Avec le recul des prix du pétrole, la régression de la situation de la balance des paiements a généré par la suite une baisse des liquidités bancaires. Cette baisse s'est accentuée avec l'exécution de l'emprunt obligataire estimé à 567,5 milliards DA, mais auquel ont essentiellement souscrit les banques publiques uniquement. La masse monétaire (M2) s'est élevée de 8,27 % durant l'année 2017. L'élévation des liquidités était fortement poussée par les dépôts à vue dans les banques (+ 20,1 % en 2017 contre 6,8 % pour les dépôts à terme et 4,9 % pour la circulation fiduciaire). Cette augmentation des dépôts à vue provenait essentiellement des dépôts de SONTRACH (qui représentaient 65 % des dépôts de 2017) puisque cette dernière a bénéficié du remboursement d'une part de ses créances sur le Trésor estimé à 452 milliards DA[65].
- Alors que les revenus du pays ont chuté de moitié et que les dépenses de l'Etat sont maintenues à des niveaux élevés, la gestion du taux de change du dinar par la BA aurait servi de moyen monétaire pour amortir la dégradation rapide des équilibres financiers extérieurs, en raison de la chute des prix du pétrole. Ainsi, depuis 2014, le dinar a perdu 48% de sa valeur face au dollar.

Tableau n°19 : Evolution du taux de change annuel moyen du dinar face au dollar et à l'euro

Source : Banque d'Algérie ; Cours des principaux devises ; http://www.bank-of-algeria.dz/html/marcheint2.htm

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
DA/USD	64,58	72,65	74,32	72,85	77,55	79,38	80,56	100,46	109,47	110,96	118,56
DA/EUR	94,85	101,30	103,50	102,22	102,16	105,44	106,91	111,44	121,18	125,32	134,95

[65]BAD, Perspectives Économiques en Algérie 2018
https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/country_notes/Algerie_note_pays.pdf

- Les chiffres du tableau n°19 illustrent que depuis le milieu de l'année 2014, le dinar s'est considérablement affaibli par rapport au dollar américain et à l'euro, étant donné la baisse des prix du pétrole plaçant le dinar sous pression, et la Banque d'Algérie ayant permis à la devise de se déprécier pour décourager la demande d'importations et préserver les réserves de change du pays. En fait, Le cours moyen annuel du dinar contre le dollar américain a connu une dépréciation de 1,36%. Le taux de change moyen annuel du dinar algérien contre le dollar américain s'est établi à 110,96 USD/DA en 2017 contre 109,47 USD/DA en 2016.
- Le cours de change annuel moyen du dinar contre l'euro s'est déprécié de 42% en 2017 comparé à l'année 2016, passant de 121,18 EUR/DA en 2016 à 125,32 EUR/DA en 2017. Sur le marché parallèle néanmoins, les principales devises s'échangent avec une prime d'environ 60 % qui atteste de l'importance des contrôles des changes et de la faiblesse de la demande de devise locale[66].

2.3. Position extérieure et signes d'affaiblissement

La balance des paiements est constituée à la fois des mouvements des biens (commerce extérieur des marchandises), des services, des revenus, des transferts de capitaux et des mouvements financiers effectués entre l'Algérie (État, entreprises et particuliers) et l'étranger, autrement dit, le totale des entrées et sorties de devises entre l'Algérie et différents Etats. Le solde global de la balance des paiements (qui alimente les réserves officielles de change) positif depuis plusieurs années, a connu son premier déficit en 2014. Ainsi la balance des paiements a baissé depuis 2015 passant de 27,5milliards de $ a 26,2milliards de $ en 2016 et 21,96 milliards de $ en 2017, soit une baisse de 4,27 milliards de $, mais reste à un niveau élevé[67]. La poursuite des dernières tendances des importances algériennes indiquerait d'après la banque d'Algérie, un recul de la croissance de l'investissement et de l'activité économique nationale et l'expansion, de la consommation et par conséquent de la demande intérieure brute[68]. Du coup, même si elles restent à un niveau confortable (près de 30 mois d'importations en 2015 par exemple), ces réserves ont connu une baisse de 20% entre décembre 2014 (179 milliards de $) et décembre 2015 (144 milliards de $). Ce niveau permet toutefois à l'Algérie de préserver sa stabilité extérieure face aux chocs externes. Toutefois, si les niveaux actuels des cours du pétrole et la tendance

[66]Banque Mondiale ; RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE ; Printemps 2017 http://documents.worldbank.org/curated/en/496761499968921052/pdf/117451-FRENCH-WP-Algeria-Eco-Monitoring-pub-6-22-17web.pdf

[67] TSA ; La balance des paiements a baissé en 2017 mais reste à un niveau élevé, https://www.tsa-algerie.com/balance-des-paiements-le-deficit-sest-reduit-en-2017-mais-reste-a-un-niveau-eleve/

[68] Banque d'Algérie, TENDANCES MONETAIRES ET FINANCIERES AU SECOND SEMESTRE DE 2017. https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/tendancesmon%C3%A9taires_22032018.pdf

à la hausse des importations devaient perdurer, la position extérieure de l'Algérie pourrait se dégrader à moyen terme. C'est pourquoi, les autorités ont pris des mesures pour encadrer les importations (exigences de normes et de qualité, licences d'importation pour un nombre limité de produits, etc.).

Tableau n°20 : Les principaux soldes de la balance des paiements en milliards de $

Source : Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes, Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2017. http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periodique/Ann%C3%A9e%202017.pdf

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Balance commerciale	18,2	25,96	20,2	9,88	0,45	-18,1	-20,13	-14,3
Balance des revenues	-0,36	-2,03	-3,9	-4,5	-4,8	-4,45	-1,57	-2,59
Balance des services	-8,34	-8,8	-7	-6,99	-8,14	-7,52	-7,34	-8,17
Transferts nets	2,65	2,64	3,2	2,8	3,3	2,8	2,82	3,01
Solde compte financier	3,17	2,37	-0,36	-1,02	3,39	-0,247	0,188	0,334
Balance des paiements	15,32	20,14	12,1	0,133	-5,88	-27,53	-26,2	-21,96

2.3.1. La balance commerciale et mouvement des importations

Par postes, structurellement excédentaire depuis 20 ans, la balance des transactions commerciales de l'Algérie se dégrade suivant les chiffres représentés dans le tableau n°20, d'un excédent de 25,96 milliards de $ en 2011, a un déficit de 18,1 milliards de $ en 2015 suite à la baisse des recettes d'exportation de produits pétroliers.

- Les exportations ont baissé de 34,6% entre 2011 et 2015, alors que les importations ont augmenté de 54%. En revanche, le déficit de la balance commerciale a affichait 14,31 milliards de $ en 2017 contre 20,13 milliards de $ en 2016, se rétractant de 29%. En termes de couverture des importations par les exportations, les chiffres, dégagent un taux de 76% en 2017 contre un taux de 64% affiché en 2016, 73% en 2015, 107% en 2014 et 118 % en 2013[69].
- En six mois (2018) d'application des mesures de restriction à l'importation et même d'interdiction de fourniture de l'étranger de certains produits, la facture des importations est restée toujours lourde. Elle n'a pratiquement pas changé par rapport à ce qu'elle était il y a un an. 22,784 milliards de $ ont été dépensés en six mois pour couvrir les importations du pays. Alors que, durant les six premiers mois de 2017, le montant des importations était de 23,273 milliards de $. Ceci revient à dire que l'interdiction d'importation de près d'un millier de produits n'a eu pour effet que de réduire la facture d'importation que d'un petit 489 millions de dollars.
- Cependant, la diminution des importations de biens d'équipements industriels destinés à l'outil de production (27,4 % du total des importations de biens en

[69] Banque d'Algérie ; TENDANCES MONETAIRES ET FINANCIERES AU SECOND SEMESTRE DE 2017. https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/tendancesmon%C3%A9taires_22032018.pdf

2017), engagée en 2015, a continuée en 2017. Annuellement, les importations de biens d'équipement industriels ont continué de diminuer en 2017 (-9,3 %) suite aux baisses effectuées en 2015 (-9,6 %) et 2016 (-10,1 %) rétractant leur niveau de 18,1 milliards de $ en 2014 à 13,3 milliards de $ en 2017, soit un recul de -26,4 % en trois années.

- Par la même fréquence, les importations de produits semi-finis (21,5 % du total des importations de biens), utiles pour le fonctionnement de l'appareil de production national, ont continué de diminuer, passant de 11,48 milliards de $ en 2015 à 10,97 milliards de $ en 2016 puis à 10,48 milliards de $ en 2017. Cela a causé l'arrêt de plusieurs usines [70] (notamment de céramiques, de production de l'agro-alimentaire, des cosmétiques et du médicament). Destinées à préserver les devises de l'Algérie, ces restrictions aux importations lèsent paradoxalement certaines entreprises locales, menacent experts et chefs d'entreprise qui craignent fermetures d'usines et pertes d'emploi.
- Cela souligne le manque de concertation et le flou autour des critères présidant au choix des produits soumis à licence et à la fixation des quotas ou interdiction, ce manque de transparence encourage la corruption et les trafics. Concernant les hausses (dans les importations en 2017), elles ont concerné les biens de consommation alimentaires et non alimentaires avec respectivement 2,6% et 1,34%[71].
- Les hydrocarbures ont constitué presque la totalité de nos exportations à l'étranger pendant l'année 2017 avec un pourcentage de 94,54% du volume global des exportations, et une hausse de 16,45% par rapport à l'année 2016. Les exportations hors hydrocarbures, qui sont toujours minimes, avec uniquement 5,46% du volume global des exportations soit l'équivalent de près de 1,89 milliard de $, ont affiché une hausse de 5,21% par rapport à l'année 2016. Les produits exportés hormis des hydrocarbures sont représentés pratiquement par des demi-produits qui prennent une part de 3,98% du volume global des exportations soit une valeur de 1,38 milliard de $, des biens alimentaires avec une part de 1%, soit 348 millions de $, des produits bruts et des biens d'équipements industriels avec la même part de 0,21%, et enfin des biens de consommation non alimentaires avec le pourcentage de 0,06%[72].

---

[70] Bensken.M; Les barrières aux importations alarment les sociétés locales ;ALGERIE ECO ; https://www.algerie-eco.com/2017/07/22/barrieres-aux-importations-alarment-societes-locales/ consulté le 22 juillet 2017

[71] Banque d'Algérie, Bulletin monétaire et financier - 1er semestre 2018, https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletinmonetaire_1ersemestre2018.pdf

[72] Mebtoul. A ; Exportation de trois milliards de dollars fin 2018 hors hydrocarbures : éviter d'induire en erreur l'opinion publique. https://www.algerie1.com/eclairage/exportation-de-trois-milliards-de-dollars-fin-2018-hors-hydrocarbures-eviter-d-induire-en-erreur-l-opinion-publique. 11/11/2018.

2.3.2. Autres soldes qui pèsent lourd sur la balance des paiements

- Le déficit du poste des Services (hors revenus des facteurs), s'est creusé à 8,17 milliards de $ en 2017 contre 7,34 milliards de $ en 2016. Le poste des Services représente les prestations techniques assurées par les étrangers en Algérie et par l'Algérie à l'étranger (études…), le transport assuré par les transporteurs étrangers pour les marchandises importées par l'Algérie (armateurs…) et les assurances à l'international. Ainsi ce post a connu les aspects suivant :
  - Ce déficit s'est généré à la fois par la diminution des exportations algériennes des services (baisse de 344 millions de $) ainsi que par l'augmentation des importations des services (hausse de 420 millions de $), à titre d'exemple, 540 millions de $ ont été déboursés en 2017 pour les services liés au bâtiment et travaux publics dont essentiellement les importations de services de l'Agence nationale des autoroutes (ANA).
  - Effectivement, l'Algérie représente un importateur important de plusieurs services en provenance de l'étranger, faisant appel à des bureaux d'expertise et d'études étrangères, ainsi qu'à des sociétés d'assurance et de réassurance et des cabinets d'avocats. Ainsi, la réduction de la facture d'importation des services n'est pas la priorité du gouvernent dans le cadre de la maitrise des opérations du commerce extérieur. En effet, les mesures prises par le gouvernement depuis la chute drastique des cours du pétrole en 2014 se sont penchées sur la baisse de la facture d'importation des marchandises, licences d'importation, suspension de divers produits, droit additionnel provisoire de sauvegarde. D'après les chiffres de la Banque d'Algérie, la facture des importations de services a été estimée à 11,182 milliards de dollars en 2017, contre 10,776 milliards de dollars en 2016. Entre 2010 et 2018, l'Algérie a dépensé plus de 101 milliards de dollars en importations de services, ce qui équivaut à 59,47% de son PIB estimé à 170,4 milliards de dollars, selon la même source. Le solde de la balance des paiements reste inquiétant, ce qui contribue à la baisse des réserves de changes du pays (85 milliards de $ à fin décembre 2018), accentué par le poids de la facture liée aux importations de services, un poste de la balance des paiements dont le solde négatif contribue à la baisse de réserves de changes[73].
- Le déficit du poste revenus des facteurs s'est creusé à 2,56 milliards de $ en 2017 contre 1,57 milliard de $ en 2016, en hausse de 985 millions de $. Le poste Revenus des facteurs contient, entre autres, les bénéfices rapatriés vers l'extérieur par les

[73]Banque d'Algérie ; Rapport annuel 2017, évolution économique et monétaire en Algérie ; https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba2017/rapportba2017.pdf

entreprises étrangères travaillant en Algérie, les bénéfices réalisés par les sociétés algériennes à l'étranger. L'augmentation du déficit du poste Revenus des facteurs provient essentiellement de la hausse des transferts des dividendes des filiales et annexes des entreprises et institutions financières étrangères en Algérie[74].

- Pour, les transferts nets dont principalement les transferts des retraites et pensions vers l'Algérie, ils ont augmenté de près de 7% en passant à 3,01 milliard $ en 2017 contre 2,82 milliards $ en 2016[75]. Les transferts de fonds par exemple de la diaspora algérienne établie à l'étranger vers le pays se sont chiffrés à 2 milliards de $, en 2015, soit 0,9 du PIB en 2014, dévoile une enquête de la Banque mondiale (BM), publiée à Washington. Cependant, ces montants restent, timides par rapport à celles drainés par d'autres pays de la région MENA à l'exemple de l'Egypte (19,7 milliards de $ en 2015), suivie du Liban (7,2 milliards de $), du Maroc (6,4 milliards de $) et de la Jordanie (3,8 milliards de $). Cette enquête pointe, toutefois, le doigt sur l'intérêt manifesté par les membres de ces communautés à contribuer à l'intégration économique de leur pays d'origine par trois moyens principaux : l'investissement, le commerce et le transfert des compétences[76].

2.3.3. Le solde du compte capital et opérations financières : des IDE anémiques

Ce compte se compose essentiellement du solde des investissements directs nets IDE (entrants moins sortants) ainsi que les opérations de crédits à court, moyen et long termes entre résidents et non-résidents. Les IDE demeurent relativement faibles, ne dépassant pas 2 milliards de $ annuellement (après 2011).

- L'attractivité des IDE en Algérie reste encore d'actualité notamment durant les dernières fluctuations des prix de pétrole. Représentant une source de financement non génératrice de dette et un vecteur de transfert technologique, les IDE peuvent être un moyen pour promouvoir une croissance durable et inclusive, toutefois les dispositifs de leur attractivité demeurent archaïques et la faiblesse de nos institutions fragilise les perspectives économiques en Algérie et amoindri l'intérêt des investisseurs[77].

---

[74] Banque d'Algérie ; Bulletin monétaire et financier - 1er semestre 2018 ; https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletinmonetaire_1ersemestre2018.pdf

[75] Banque d'Algérie ; Bulletin monétaire et financier 1 er trimestre 2018 ; https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletin1ertrim2018.pdf.

[76] Banque mondiale communiqué de presse : « Les envois de fonds des migrants vers les pays en développement sont en recul pour la deuxième année consécutive » 21 avril 2017. http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/04/21/remittances-to-developing-countries-decline-for-second-consecutive-year.

[77] K. Menna; S. Mehibel ; La problématique des IDE en Algérie: Paradoxes d'une économie attractive faiblement attrayante; Les Cahiers du Cread, vol. 33 ; n°120 ; pp40-70; Mars 2018.

- Riche en ressources naturelles et économiquement stable, l'Algérie avait attiré des flux importants d'IDE entre 2008 et 2011, les IDE avaient dépassés les deux milliards de $ chaque année (2,639 milliards de $ en 2008, 2,747 en 2009, 2,3 en 2010 et 2,571 en 2011)[78]. Cependant, sur les 7 dernières années, le montant des IDE cumulés reçus par l'Algérie n'a pas dépassé les 8 milliards de dollars[79].

Tableau n°21 : Les chiffres des IDE en Algérie
Source : CNUCED; Rapport sur l'investissement dans le monde 2018.

Investissement direct étranger(IDE)	2014	2015	2016	2017
Flux d'IDE entrants (milliards de $)	1 ,507	-584	1,665	1,204
Stock d'IDE (milliards de $)	26,820	26,232	27,871	29,053
Nombre d'investissements Greenfield (création de filiales d'IDE)	14	13	17	22
IDE entrants(en% de la FBCF)	1,9	-1	3 ,4	2,4
Stock d'IDE(en% du PIB)	12,6	15,9	17,3	16,7

- Depuis 2014, le pays a connu une forte baisse des investissements, après un désinvestissement net de 584 millions de $ en 2015, le flux d'IDE en Algérie, fortement tributaire de l'investissement dans le pétrole et le gaz, a baissé de 26% en 2017 par rapport à l'année précédente, passant de 1,665 à 1,204 milliards de $ (tableau n°21). Cela malgré toutes les mesures incitatives offertes dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement[80]. Des mesures telle que : l'exonération de droits de douane et de l'impôt sur les bénéfices, franchise de TVA, les avantages dits supplémentaires sont réservés à des activités privilégiées et créatrices d'emplois dans le tourisme, l' industrie et l ' agriculture et les avantages dits exceptionnels, réservés aux investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale et qui sont négociés par voie de convention entre l'investisseur et l'État, souligne le rapport sur l'investissement dans le monde 2018, publié par la CNUCED.
- Ce même rapport révèle que le stock d'IDE en Algérie s'élevait, en 2017, à 29,053 milliards de $ et que, l'Algérie, cinquième puissance économique du continent africain ne figure même pas dans le Top 10 des pays africains de destination des IDE. En 2017, le pays s'est hissé au 13e rang africain en matière d'IDE, loin du leader que constitue l'Egypte (avec un flux de 7,4 milliards de $ en 2017) et elle a chuté de la 74ème à la 83ème place entre 2016 et 2017 dans le classement des pays recevant le plus de flux.

[78] Ambassade de Suisse à Alger Rapport économique 2017. https://www.s-ge.com/sites/default/files/cserver/publication/free/rapport-economique-algerie-2018-08.pdf.

[79] Banque de France, Service Économique Régional d'Alger, Les investissements directs étrangers en Algérie, 2016, https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/430564

[80] L. Sahbani ; Analyse des principales dispositions de la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement ; PwC ; Aout 2016 ; https://www.wko.at/service/aussenwirtschaft/PwC-Algerie-Article-codes-des-investissements--VF-06092016-V.pdf.

- Le nombre de filiales entièrement nouvelles implantées en Algérie (investissements Greenfield) par les sociétés mères, avec l'installation de nouveaux moyens de production et des créations d'emplois, a connu une légère hausse passant de13 en 2015 a 22 filiales en 2017. Cela était soutenue par les IDE consentis par le groupe de télécoms chinois Huawe au niveau de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger et le sud-coréen Samsung qui a ouvert sa première usine de montage de Smartphones dans le pays[81].
- Les IDE en pourcentage de la FBCF (formation brute de capital fixe) qui représente un indicateur mesurant la part des IDE dans le totale des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année, a enregistré une baisse en 2017 passant de 3,4% en 2016 à 2,4%. Au même rythme le stock d'IDE en pourcentage du PIB a baissé de 17,3% en 2016 à 16,7% en 2017. Toutefois, la CNUCED estime que le flux IDE pourrait rebondir à la faveur de l'amendement de la loi sur les hydrocarbures[82].
- Plusieurs facteurs expliquent la faiblesse de ces chiffres. Il y a l'environnement des affaires qui est loin d'être favorable, le changement continuel de législation donne un mauvais signal aux investisseurs étrangers potentiels, surtout, hors hydrocarbures, les mesures protectionnistes mises en place par le gouvernement algérien, ainsi que la corruption, la bureaucratie, la faiblesse du secteur financier, difficultés d'obtention de permis de construire et l'insécurité juridique au niveau des droits à la propriété intellectuelle sont d'importants obstacles aux investissements. La participation d'un investisseur étranger à titre d'exemple dans l'économie algérienne est limitée à 49%, et les fournisseurs étrangers ont pour obligation de trouver des partenaires locaux (publics ou privés) pour les appels d'offres publics.
- Sur ces entrefaites, Le classement annuel Doing Business de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires, publié en 2018, place l'Algérie à la 166ème position sur 190 pays étudiés, l'Algérie avait perdu ainsi 10 places par rapport à 2017. Implanter un investissement en Algérie d'après cette étude demeure très compliqué par le fait qu'il faut passer par plusieurs procédures qui coûtent beaucoup de temps et d'argent. 12 procédures, 22 jours, un coût représentant 11,1% du revenu par habitant sont nécessaires pour créer une entreprise. Concernant le point, création d'entreprise, l'Algérie est classée à la

[81] TRADE Solutions BNP Paribas. Les investissements en Algérie. Février 2019. https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/algerie/investir?convertir_en_pdf=ok

[82] CNUCED; Rapport sur l'investissement dans le monde 2018. https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2018_overview_fr.pdf

145e position. Même chose pour l'octroi du permis de construire, elle se positionne 146e, sa note par exemple dans l'obtention de permis de construire était de 58.89/100 en 2018 contre 71.02 /100 en 2017.L'étude a dénombré 19 procédures, 146 jours et un coût représentant 23,1% du revenu par habitant pour la construction d'un entrepôt. A propos de l'indicateur sur le raccordement à l'électricité, notre pays se place120e. Sur le point de transfert de propriété, l'Algérie abouti au 163e rang. Notre pays est classé à la 177 e place concernant l'obtention de prêt. Il se positionne au 170e rang dans le cadre de la protection des investisseurs minoritaires. En matière de commerce transfrontalier, l'Algérie dégringole vers 181e place[83]. Aussi, d'après le classement mondial de la perception de la corruption dans 180 pays, publié par Transparency International, notre pays occupe la 112e place. Dans le classement Worldwide Broadband speed league 2018, qui établit annuellement un rapport sur les débits de pas moins de 200 pays, l'Algérie, avec une vitesse de téléchargement de 1,25 mbps (mégabits), s'est hissé à la 175eplace[84].

- Le climat des affaires selon ces organismes est loin d'être facile en Algérie alors que la crise économique suite à la chute des cours de pétrole exige sa souplesse. Face à cette situation, et aux craintes liées à la baisse de la production des hydrocarbures consécutive au déclin des puits pétroliers, le gouvernement algérien est en train de revoir sa politique dans le secteur des hydrocarbures. Des amendements proposés par la loi sur les hydrocarbures (son contenu sera révélé vers la fin juillet 2019) devraient encourager la présence des compagnies pétrolières à travers des partenariats afin de repérer de nouveaux gisements et augmenter la production[85].
- Cependant, la compétitivité d'un pays en matière d'investissement ne se limite pas à attirer des IDE. Elle dépend de la capacité du pays à fidéliser et tirer parti de ces investissements pour une croissance économique inclusive et durable et c'est justement sur ces deux pions importants que l'Algérie cale. Une qualité institutionnelle meilleure s'avère un moyen efficace d'attractivité. Les incitations à l'investissement peuvent aider à attirer les IDE mais ne sont généralement pas efficaces sans un niveau de protection juridique contre les risques politiques et réglementaires tels que l'expropriation de biens, les

[83] World Bank group; Doing Business 2018; Reforming to Create Jobs; http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2018-Full-Report.pdf

[84] World Bank group; Global investment competitiveness Report 2017-2018; Foreign Investor, perspectives and policy implications. http://pubdocs.worldbank.org/en/651751510251223013/GIC-execsum.pdf

[85]K.Amor. 10. La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie, ajustement libéral ou changement de logique économique ? In : Où va l'Algérie ? [en ligne]. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2001 (généré le 04 août 2017). Disponible sur Internet : https://books.openedition.org/iremam/410?lang=fr#text, ISBN : 9782811135393. DOI: 10.4000/ books.iremam.410.